



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 415 en date du 24.06.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html>
et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans
lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

1 – JOURNALISTES AU VIETNAM – « Le Premier ministre rencontre des journalistes à l'occasion de la Journée de la presse révolutionnaire »

2 – JOURNALISTES AU QATAR – « L'Association des journalistes sportifs tunisiens s'indigne du licenciement de plusieurs journalistes tunisiens par *beinsports* »

3 – GOUVERNEMENT EN ONTARIO – « Remaniement ministériel »

4 – JOURNALISTE EN UKRAINE – « RSF : Un journaliste succombe à ses blessures en Ukraine : "la lutte contre l'impunité est une urgence absolue" »

5 – FRANCOPHONIE – « Les critères d'admission sont à revoir, dit la secrétaire générale »

6 – LANGUE FRANCAISE EN SUISSE – « Ce que Genève peut faire pour le français »

7 - JOURNALISTE EN GUINEE – « Liberté de la presse : un journaliste menacé »

8 – JOURNALISME – « Le clivage gratuit-payant fabrique des publics différents, un journalisme à plusieurs vitesses »

9 – JOURNALISTES AU CANADA – « L'Association canadienne des journalistes vient de publier un communiqué expliquant que les journalistes ont désormais un devoir de couvrir toute l'actualité en fonction de l'urgence climatique »

1 – JOURNALISTES AU VIETNAM – « Le Premier ministre rencontre des journalistes à l’occasion de la Journée de la presse révolutionnaire »
<https://fr.vietnamplus.vn/le-pm-rencontre-des-journalistes-a-loccasion-de-la-journee-de-la-presse-revolutionnaire/123065.vnp>

Mercredi 19 juin 2019

A l’occasion du 94e anniversaire de la Journée de la presse révolutionnaire du Vietnam (21 juin), le Premier ministre Nguyen Xuan Phuc a eu le 19 juin à Hanoï une séance de travail avec le Comité permanent de l’Association des journalistes du Vietnam.

Au nom des dirigeants du Parti et de l’Etat, Nguyen Xuan Phuc a adressé ses meilleurs voeux aux journalistes, reporters, rédacteurs et employés des organes de presse aux quatre coins du pays à l’occasion de la Journée de la presse révolutionnaire du Vietnam. Il a également exprimé sa reconnaissance envers les journalistes vétérans qui avaient eu des contributions importantes au développement de la presse révolutionnaire du Vietnam et, plus largement, à la Révolution vietnamienne.

Le Premier ministre a ensuite déclaré apprécier les contributions des organes de presse au développement national, notamment à la lutte contre la corruption et le gaspillage. Partageant les difficultés des organes de presse en cette nouvelle période, il les a encouragés à promouvoir davantage leurs valeurs fondamentales avec des informations vérifiées, à lutter contre les fausses informations, les informations erronées, nuisibles... Il leur a également conseillé de publier davantage de reportages, d’enquêtes et d’investigations, d’avancer des solutions au service du développement national, d’être plus rapides et dynamiques tout en assurant la vérité...

Le Premier ministre a affirmé que l’Etat et le gouvernement créeraient un nouveau mécanisme pour favoriser le développement de la presse. Pour les missions en 2019 et pour les prochaines années, il a demandé à l’Association des journalistes du Vietnam et aux grands organes de presse de bien appliquer le plan de développement de la presse. Il a demandé au ministère de l’Information et de la Communication de collaborer avec l’Association des journalistes du Vietnam pour traiter les problèmes surgissant dans le processus de réalisation de ce plan.

Selon le journaliste Thuan Huu, vice-président de la Commission de sensibilisation et d’éducation du Comité central, également président de l’Association des journalistes du Vietnam qui compte actuellement plus de 24.000 membres. Le journaliste Thuan Huu a également informé le Premier ministre des efforts de l’Association pour améliorer ses activités et contribuer au développement national.

Lors de la séance de travail, Nguyen Duc Loi, directeur général de l’Agence vietnamienne d’Information (VNA), a fait part des difficultés rencontrées par les organes de presse à cause du manque de ressources humaines qualifiées et de l’augmentation des fausses informations. Il a annoncé que la VNA était en train de mettre au point un projet de vérification des informations pour aider les lecteurs à distinguer le vrai du faux.

2 – JOURNALISTES TUNISIENS AU QATAR – « L'Association des journalistes sportifs tunisiens s'indigne du licenciement de plusieurs journalistes tunisiens par *beinsports* »

<https://www.kawarji.com/actu-52850-l-association-des-journalistes-sportifs-tunisiens-s-indigne-du-licenciement-de-plusieurs-journalistes-tunisiens-par-beinsports.html>

Jeudi 20 juin 2019

Publié par Tunisie Foot

L'Association des journalistes sportifs tunisiens s'est indignée aujourd'hui de la décision brutale de *beinsports* de licencier 32 de ses journalistes tunisiens travaillant au Qatar.

Ces journalistes ont été tous licenciés subitement et sans aucun préavis.

L'Association des journalistes sportifs tunisiens a décidé de contacter toutes les instances nationales et internationales concernées pour tenter de sauvegarder les droits des journalistes licenciés.

Des échos ont fait part ces derniers jours d'une décision de *beinsports* de libérer 300 de ses journalistes sur fond de baisse de ses revenus financiers à cause surtout du piratage.



3 – GOUVERNEMENT EN ONTARIO – « Remaniement ministériel » <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1192441/doug-ford-remaniement-cabinet-ministres-ontario>

Jeudi 20 juin 2019

Doug Ford procède à un remaniement ministériel majeur.

Le premier ministre ontarien Doug Ford remplace son ministre des Finances et change la moitié de ses ministres de portefeuille dans le cadre d'un remaniement majeur, qui survient alors que sa cote de popularité est en chute libre, un an après les élections. Sept députés font par ailleurs leur entrée au Cabinet.

Après la cure minceur imposée à la taille du Cabinet l'an dernier, le premier ministre Ford fait passer son nombre de ministres de 21 à 28. **Finances**

Rod Phillips, député d'Ajax, obtient le tant convoité ministère des Finances. Vic Fedeli passe des Finances au ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce. Pour le député de North Bay qui a dirigé le Parti conservateur de façon intérimaire après le départ soudain de Patrick Brown l'an dernier, il s'agit d'une rétrogradation. Il conserve néanmoins la présidence du Conseil des ministres.

Services à l'enfance

Une autre figure importante de la première année du gouvernement Ford au pouvoir, Lisa MacLeod, perd les Services à l'enfance et les Services sociaux et communautaires pour hériter du ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport. Mme MacLeod avait dû gérer l'épineux dossier du financement des traitements de l'autisme, se mettant à dos des centaines de parents.

Transports et francophonie

La seule francophone du Cabinet ontarien, Caroline Mulroney, passe du ministère du Procureur général à celui des Transports. Mme Mulroney conserve les Affaires francophones, qui demeurent un ministère à part entière.

Éducation

Stephen Lecce fait son entrée au Cabinet dans le poste de ministre de l'Éducation. Il remplace Lisa Thompson, qui obtient les Services gouvernementaux et les Services aux consommateurs. Mme Thompson avait été sur la défensive entre autres dans les dossiers de la réforme du programme d'éducation sexuelle et de l'augmentation de la taille des classes. Elle avait fait les manchettes en déclarant que de plus grosses classes au secondaire rendraient les élèves plus « résilients ».

Santé

Le premier ministre Ford garde Christine Elliott à la Santé.

Toutefois, il confie le volet des soins de longue durée à une nouvelle ministre, en plus de créer un poste de ministre associé délégué à la Santé mentale et à la Lutte contre les dépendances.

Un gouvernement impopulaire

Ce remaniement ministériel survient alors que le gouvernement conservateur atteint des records d'impopularité.

M. Ford a été hué lors des célébrations de la victoire des Raptors lundi dernier à Toronto et un récent sondage révélait qu'il était devenu encore moins populaire que sa prédécesseure libérale, Kathleen Wynne.

Le premier budget du gouvernement conservateur, déposé en avril dernier, a été vivement critiqué.

Est-ce que ça va marcher ?

Le remaniement ministériel ne fera pas remonter instantanément la cote de popularité du gouvernement, selon le sondeur Sean Simpson, de la firme Ipsos Public Affairs.

Il ajoute toutefois ceci : Un autre message et un ton différent pourraient aider les conservateurs à rebondir. La situation ne peut pas vraiment être pire qu'elle ne l'est actuellement.

De son côté, la politologue Geneviève Tellier, de l'Université d'Ottawa, affirmait en entrevue à l'émission « *Y a pas deux matins pareils* » que le budget a été très mal communiqué, mais que le renvoi du ministre des Finances, Vic Fedeli, un député d'expérience, pourrait créer des dissensions au sein du gouvernement.

Est-ce que c'est l'équipe ou c'est le chef, le premier ministre, qui est le problème ?

Geneviève Tellier, politologue

Mme Tellier ajoute que les proches conseillers du premier ministre Ford ont été critiqués au sein du gouvernement.

« Ce que Doug Ford ne comprend pas, c'est que ses priorités sont le vrai problème, et non pas qui est assis autour de la table du Cabinet », affirme le chef intérimaire des libéraux, John Fraser.

Il s'agit d'un deuxième remaniement ministériel pour M. Ford.

En novembre 2018, soit quatre mois après sa prise de pouvoir en Ontario, il avait procédé à un remaniement à la suite de la démission surprise de son ministre vétérinaire Jim Wilson.

Les membres du nouveau Cabinet Ford

Le nouveau Cabinet de Doug Ford compte 18 hommes et dix femmes.

Premier ministre et ministre des Affaires intergouvernementales — Doug Ford

Vice-première ministre et ministre de la Santé — Christine Elliott

Ministre associé délégué à la Santé mentale et à la Lutte contre les dépendances — Michael Tibollo

Ministre des Soins de longue durée — Merrilee Fullerton

Ministre des Finances — Rod Phillips

Ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce et président du Conseil des ministres — Vic Fedeli

Ministre associé délégué aux Petites Entreprises et à la Réduction des formalités administratives — Prabmeet Sarkaria

Ministre des Affaires municipales et du Logement — Steve Clark

Solliciteuse générale — Sylvia Jones

Ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs — Jeff Yurek

Ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires — Todd Smith

Ministre associée déléguée au dossier de l'Enfance et à la Condition féminine — Jill Dunlop

Ministre du Travail — Monte McNaughton

Procureur général — Doug Downey

Ministre des Transports et ministre des Affaires francophones — Caroline Mulroney

Ministre associée des Transports (RGT) — Kinga Surma

Ministre de la Formation et des Collèges et Universités — Ross Romano

Ministre de l'Éducation — Stephen Lecce

Président du Conseil du Trésor — Peter Bethlenfalvy

Ministre des Richesses naturelles et des Forêts — John Yakabuski

Ministre de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines et ministre des Affaires autochtones — Greg Rickford

Ministre associé de l'Énergie — Bill Walker

Ministre des Services aux aînés et de l'Accessibilité — Raymond Cho

Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales — Ernie Hardeman

Ministre de l'Infrastructure — Laurie Scott

Ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport — Lisa MacLeod

Ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs — Lisa Thompson

Leader parlementaire du gouvernement — Paul Calandra.

4 – JOURNALISTE EN UKRAINE – « RSF : Un journaliste succombe à ses blessures en Ukraine : "la lutte contre l'impunité est une urgence absolue" »
<https://rsf.org/fr/actualites/un-journaliste-succombe-ses-blessures-en-ukraine-la-lutte-contre-limpunite-est-une-urgence-absolue>

Jeudi 20 juin 2019

Reporters sans frontières (RSF) est choquée d'apprendre le décès du journaliste ukrainien Vadym Komarov, qui avait été violemment agressé. L'organisation alerte les autorités sur l'urgence absolue de la lutte contre l'impunité en Ukraine.

Le journaliste ukrainien **Vadym Komarov** est décédé ce 20 juin 2019 des suites du violent passage à tabac dont il avait été victime début mai à Tcherkassy, dans le centre de l'Ukraine. Notamment connu pour ses enquêtes sur la corruption locale, il avait déjà été victime de plusieurs tentatives de meurtre ces dernières années. Malgré l'ouverture d'une enquête, sa mort reste pour l'heure impunie.

Ce drame intervient moins de deux semaines après l'agression du caméraman **Vadym Makariouk** à Kharkov, dans l'est du pays. Passé à tabac le 7 juin alors qu'il filmait un violent affrontement entre entrepreneurs, vétérans et militants d'extrême-droite sur un marché, il a été victime d'une hémorragie cérébrale et hospitalisé dans un état critique. Le journaliste a désormais quitté l'unité de soins intensifs et sa vie n'est plus en danger, mais il souffre toujours d'amnésie et sa main droite est paralysée.

"La mort de Vadym Komarov rappelle le niveau de violence alarmant auquel sont confrontés les journalistes en Ukraine et l'urgence de lutter contre l'impunité dans ce pays, souligne Johann Bihr, responsable du bureau Europe de l'Est et Asie centrale de RSF. Il est grand temps de prendre le problème à bras le corps pour éviter que ne s'installe un climat d'intimidation. Nous demandons aux autorités de tout mettre en oeuvre pour que ce crime et les autres attaques contre les journalistes ne restent pas impunis."

Après plusieurs années de baisse, les violences contre les journalistes sont reparties à la hausse en Ukraine en 2018. Selon l'Institute of mass Information (IMI), partenaire de RSF, au moins six journalistes ont été frappés ou blessés au cours des cinq premiers mois de l'année 2019, douze ont été menacés, et 48 ont été confrontés à des manoeuvres d'obstruction plus ou moins violentes (voies de fait, bris de matériel, refus d'accès...). La grande majorité de ces actes restent impunis, tout comme l'assassinat retentissant du célèbre journaliste **Pavel Cheremet** en 2016.

L'Ukraine occupe la 102e place du Classement mondial 2019 de la liberté de la presse établi par RSF.

5 – FRANCOPHONIE – « Les critères d’admission sont à revoir, dit la secrétaire générale »

<https://www.ledevoir.com/societe/556508/francophonie-les-criteres-d-admission-sont-a-revoir-dit-la-secretaire-generale>

Mercredi 12 juin 2019

Par Jocelyne Richer

Les critères d’admission imposés aux pays désireux de faire partie de la Francophonie sont à revoir, selon la secrétaire générale de l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo.

Mme Mushikiwabo propose d’ailleurs de décréter un moratoire sur d’éventuelles nouvelles adhésions d’ici le prochain Sommet de la Francophonie, afin de mener une réflexion sérieuse sur le sujet.

Elle tient à ce que cette question soit à l’ordre du jour du prochain Sommet de la Francophonie, qui se tiendra à Tunis, en novembre 2020, un événement au cours duquel on soulignera par ailleurs les 50 ans de cette organisation.

C’est ce qu’elle a indiqué mardi durant une rencontre de presse tenue en marge de sa visite de quelques jours au Québec.

Voilà « une question importante sur laquelle le sommet de Tunis devra se pencher », a dit Mme Mushikiwabo lorsqu’elle a été invitée à dire si le temps était venu de revoir, voire de resserrer, les critères d’adhésion à l’organisation internationale, aux contours identitaires encore mal définis après un demi-siècle d’existence.

Dans plusieurs pays membres, qu’on pense à l’Arménie, à l’Égypte ou au Vietnam, pour ne nommer que ceux-là, la langue française n’est parlée que par une fraction congrue, voire infinitésimale, de la population.

L’an dernier, en Arménie, lors du dernier sommet, la demande d’adhésion de l’Arabie saoudite, qui n’a pas la réputation d’afficher un attachement particulier à la langue de Molière, avait créé un malaise, aggravé par son dossier noir quant au respect des droits de la personne.

Finalement, devant le tollé, Riyad avait retiré sa candidature, renonçant pour l'instant à devenir membre observateur de l'OIF. N'empêche. Cette histoire montre que le risque de voir la Francophonie se transformer en auberge espagnole est bien réel.

« La langue française n'est pas une fin en soi. C'est ce qu'on peut faire avec la langue française » qui compte, dit Mme Mushikiwabo, soucieuse de voir l'organisation refléter l'état des lieux actuel et non celui d'il y a 50 ans.

Priorités

La nouvelle secrétaire générale revendique une Francophonie « des temps présents ». Car « la Francophonie de 1970 est très différente de la Francophonie de 2020 », selon elle.

Elle s'intéresse par exemple à l'expansion de la langue française dans l'univers numérique, à la formation des enseignants, à l'entrepreneuriat féminin et particulièrement à l'éducation des filles en Afrique, le continent où se jouera l'avenir de la langue française.

Les budgets de l'OIF doivent augmenter, mais l'organisation doit d'abord faire le ménage dans ses états financiers avant « de demander une contribution supplémentaire » aux membres, a dit la secrétaire générale, accompagnée pour la circonstance de son bras droit, la Québécoise Catherine Cano.

L'an dernier, l'OIF a dû puiser dans son fonds de réserve pour boucler son budget annuel.

Nommée en octobre, Mme Mushikiwabo n'a toujours pas de résidence fixe. Elle dit vouloir avoir un portrait détaillé des finances de l'organisation avant de décider si elle va louer ou acheter un appartement à Paris, où est situé le siège de l'organisation.

En matinée, la secrétaire générale s'est entretenue avec le premier ministre François Legault à son cabinet.

6 – LANGUE FRANCAISE EN SUISSE – « Ce que Genève peut faire pour le français »

<https://www.tdg.ch/reflexions/geneve-peut-francais/story/20713846>

Jeudi 20 juin 2019

Par Olivier Bot

« Le français outragé, le français brisé, le français martyrisé » . Dans une pétition d'un autre temps, cent personnalités francophones ont appelé cette semaine à la résistance face à l'invasion de l'anglo-américain, « pseudo-langue universelle, en réalité servante d'un maître particulier », dit le texte.

Parmi ces courageux partisans prêts à prendre le maquis face à l'invasion du globish – cet anglais dilué à la sauce mondialiste – se trouvent deux Genevois, Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, et Rémy Pagani, conseiller administratif de Genève.

Ces vaillants soldats, qui ont multiplié les combats contre le colonialisme et l'impérialisme américain, se retrouvent une nouvelle fois au front, mais depuis leur salon, pour gronder le président Macron, à qui il arrive de parler correctement l'anglais en visite dans un pays anglophone. Contrairement à ses prédécesseurs.

Les signataires exigent qu'une police de la langue vienne sanctionner les collectivités qui préfèrent la langue de Shakespeare à celle de Molière. À Genève, les contrevenants seraient nombreux, les institutions trouvant très chic de baptiser leurs événements en anglais. Ils critiquent aussi l'introduction de cours en langue anglaise en France, pays bien connu pour ses prouesses en matière de pratique des langues étrangères... Cette conception de la langue forteresse, conservatrice, voire régressive est un carcan qui pourrait la réduire à un patois d'une époque révolue ou l'étouffer.

Habituellement moins regardants, nos deux Genevois hurlent aussi avec les loups dans ce texte en dénigrant la nomination au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) de la Rwandaise Louise Mushikiwabo, « membre actif d'un régime politique détestable », celui de l'autocrate Paul Kagamé. La représentante de l'OIF a été reçue à Berne en avril par le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis, qui lui a fait bon accueil. Il faut dire que dans son discours, le Tessinois la présentait comme une Camerounaise...

Cinquième langue la plus parlée dans le monde, le français s'enrichit au contact des autres langues. N'en déplaise aux puristes. D'ailleurs, à l'inverse, combien de mots français ont été adoptés par les Britanniques ou les Russes ! Poussé par la démographie africaine, le français devrait gagner une ou deux places au palmarès des idiomes les plus usités sur tous les continents. Le président Macron a annoncé plusieurs projets pour soutenir cette progression...

Et si nos Genevois militants y apportaient leur pierre ? Jean Ziegler pourrait par exemple activer ses contacts au Palais des Nations et ses relations africaines pour faire cesser une irrégularité onusienne. Alors que Genève est la place forte de la diplomatie multilatérale africaine, largement francophone, et que le français est une des langues officielles des Nations Unies, il est de plus en plus fréquent que des textes soient publiés en anglais sans traduction française. Honte. Au printemps, des délégations africaines s'étaient plaintes d'avoir eu à se prononcer sur des documents en anglais lors d'une session de travaux à l'Organisation mondiale de la santé.

Rémy Pagani pourrait, lui, toucher un mot à son collègue Sami Kanaan, en charge de la Culture, pour porter à Genève un projet esquissé par le président français au sommet de la francophonie d'Erevan, l'an dernier.

Depuis la création de la francophonie, il n'y a jamais eu de congrès des écrivains francophones.

Or, la littérature française s'est enrichie des œuvres d'auteurs haïtiens, canadiens, suisses, belges, roumains, camerounais, congolais, marocains, russes ou autres écrivant en français. Pourquoi ne pas organiser ce congrès ici ? Le Genevois Joël Dicker n'a-t-il pas été l'écrivain francophone le plus lu en France en 2018 ?

7 – JOURNALISTE EN GUINEE – « Liberté de la presse : un journaliste menacé »

<https://guineematin.com/2019/06/15/liberte-de-la-presse-un-journaliste-menace-par-le-gouverneur-de-labe/>

Samedi 15 juin 2019

Propos décryptés par Amadou Oury Touré



Le journaliste Idrissa Sampiring Diallo se sent menacé par le Gouverneur de Labé

Le journaliste Idrissa Sampiring Diallo se sent menacé par la plus haute autorité de sa région natale et de service. Elhadj Madifing Diané, ancien ministre de la sécurité et actuellement gouverneur de la région administrative de Labé, a menacé de faire arrêter et emprisonner le correspondant de Guineematin.com et de l'Agence guinéenne de presse (AGP) à Labé.

Les menaces du Gouverneur Diané auraient commencé suite au meurtre de l'étudiant Amadou Boukariou Baldé, bastonné à mort par des agents de la sécurité qui avaient été déployés à l'université de Labé, le 31 mai dernier sur ordre du tout puissant Gouverneur. Le l'étudiant aurait rendu l'âme à l'hôpital régional de Labé ; mais, les autorités locales auraient voulu faire croire que le jeune Amadou Boukariou Baldé a cessé de respirer au cours de son évacuation sur Conakry pour éviter des manifestations de ses camarades qui auraient pu perturber la ville de Labé. Le fait de rendre publique que cet étudiant a expiré son dernier souffle à l'hôpital régional de Labé trouble le sommeil du gouverneur qui ne pardonne pas cette révélation au journaliste...

Ce samedi, 15 juin 2019, Idrissa Sampiring Diallo devait se rendre dans la préfecture de Mali pour assurer la couverture médiatique d'une série d'activités du ministre de la jeunesse et de l'emploi des jeunes dans cette préfecture, relevant de la région administrative de Labé. Mais, le correspondant de Guineematin.com à Labé a dû annuler son déplacement à la dernière minute, en raison de menaces du gouverneur de Labé, Madifing Diané, proférées contre lui. « Hier, vers 22 heures, j'ai reçu un appel du ministre de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mouctar Diallo, pour que je l'accompagne aujourd'hui à Mali où il doit mener des activités. Donc, on s'est donné rendez-vous au gouvernorat.

C'est ainsi que ce matin, je me suis rendu au gouvernorat. Mais, dès que le gouverneur m'a vu, il a appelé tous ceux qui étaient présents au rez-de-chaussée, même ceux qui ne travaillent pas au gouvernorat. Il a appelé notamment le responsable de l'ANAFIC pour lui dire qu'il le prend à témoin que s'il me voit à Mali, il va me faire arrêter et me déférer à Conakry. Il dit que c'est lui qui représente le chef de l'Etat à Labé », a-t-il expliqué.

Face à cette menace du gouverneur, notre confrère a annulé son voyage à Mali. Il a fait le point de la situation au ministre Mouctar Diallo qui l'avait invité, avant de rentrer chez lui. Mais, d'où est parti ce problème entre Idrissa Sampiring et Madifing Diané ? « Ce problème est partie du fait que j'ai relayé la version non officielle de ceux qui disent que le jeune Boukariou (l'étudiant qui est décédé récemment à la suite de violences exercées sur lui par des agents des forces de l'ordre à l'université de Labé, ndr) est mort à l'hôpital de Labé. Le gouverneur voulait que je m'en tienne à sa version. Mais, j'ai relayé ce que lui-même a dit en tant que gouverneur de Labé et j'ai même diffusé la vidéo où il dit que le petit est mort sur la route de Conakry ; mais, j'ai également relayé la version de ceux qui ont dit qu'il est mort à l'hôpital de Labé. Depuis, il m'en veut à mort à cause de cette question du lieu de la mort de Boukariou », confie le journaliste.

Selon ce correspondant de Guineematin.com, le fait qu'il soit également correspondant de l'Agence Guinéenne de Presse (AGP) dans la région est sans doute l'une des causes de la mésentente entre lui et le gouverneur. « Les administrateurs territoriaux (préfets et gouverneurs) pensent que le correspondant de l'AGP a la même mission que le correspondant de la voie de la révolution (devenue aujourd'hui la RTG). Malheureusement pour nous correspondants de presse, l'information ne circule pas entre le département de la communication et celui de l'administration du territoire. Les administrateurs territoriaux pensent que le correspondant de l'AGP est placé sous leur tutelle, ils ne savent pas que c'est une profession libérale, ils pensent que le correspondant de l'AGP est un porte-bouilloire qui est obligé de répéter tout ce qu'il entend de la version officielle ou bien qui est obligé de prendre position en faveur de la version officielle. Or, le journaliste reste journaliste ! Ce n'est pas à toi de dire tel à raison, tel n'a pas raison. Ce n'est pas parce que l'autorité se sent embêtée qu'elle va vouloir dire que le correspondant de l'AGP n'a pas le droit de donner la parole à celui qui ne pense pas comme elle. C'est tout le problème qui nous oppose. Apparemment, pour lui, parce que je me suis donné la liberté de tendre mon micro à quelqu'un qui n'est pas comme lui et qui a une version contraire à la sienne, il considère que je mérite d'être réprimé. Avant ça, il m'avait déjà menacé, tout simplement pour avoir dit qu'il y a eu une intervention musclée des services de sécurité à l'université, il a dit que si je blague avec lui, il va m'écraser. Aujourd'hui, il me dit que s'il me voit à Mali il va m'arrêter et briser ma carrière. Donc, je sens que j'ai à faire à un nostalgique d'un passé récent ou de la voie de la révolution. Il pense que le correspondant de presse doit aller au bureau du gouverneur ou du préfet pour rédiger sa dépêche, c'est tout le problème », a-t-il laissé entendre.

Idrissa Sampiring Diallo annonce toutefois qu'il ne se laissera pas se faire museler par les menaces du gouverneur ou de qui que ce soit. Notre confrère promet de conserver sa liberté d'esprit qui lui est reconnue et de continuer à travailler en toute indépendance et de façon totalement professionnelle. Ce qui fait encore craindre pour sa sécurité dans cette région... « A compter de ce samedi jusqu'à la fin de la vie du Gouverneur Madifing Diané, si je disparaissais ou quoi que ce soit m'arrive, il doit être le premier suspect pour ma famille et mes amis », a prévenu le journaliste.

8 – JOURNALISME – « Le clivage gratuit-payant fabrique des publics différents, un journalisme à plusieurs vitesses »

https://www.liberation.fr/debats/2019/06/19/le-clivage-gratuit-payant-fabrique-des-publics-differents-un-journalisme-a-plusieurs-vitesses_1734850

Mercredi 19 juin 2019

Par Jérôme Lefilliâtre

En France, les grands médias ont un rôle de garde-fous, excluant certains débats. Mais en écartant des sujets qui ne sont pas populaires auprès de l'élite, ils prennent le risque de perdre leur légitimité auprès des protestataires et de se « fossiliser ».
Le clivage gratuit-payant fabrique des publics différents, un journalisme à plusieurs vitesses.

Ethan Zuckerman est le directeur du Center for Civic Media au Massachusetts Institute of Technology de Boston. **Dominique Cardon** est le directeur de Médialab de Sciences-Po, à Paris. Ils font partie des principaux auteurs de l'étude publiée par l'Institut Montaigne sur la «*polarisation des médias à la française*».

En quoi l'espace médiatique français a-t-il une forme de polarisation qui lui est propre ?

Dominique Cardon : L'espace public numérique est désordonné, sauvage, compliqué, mais il a quand même une hiérarchie de visibilité. Aux Etats-Unis, l'espace s'est coupé. S'opposent un groupe central et un groupe de médias d'extrême droite, avec Fox News et *Breitbart*, qui ont une forte visibilité et une galaxie de sites de l'ultra-droite beaucoup plus obscurs. La chaîne d'information Fox News, qui fait une audience considérable, est un opérateur de blanchiment, retraisant des thématiques qui sont nées sur des sites suprémacistes blancs à faible visibilité. Il s'est donc créé une boucle d'autorenforcement dans laquelle des médias à forte audience prélèvent des infos douteuses, fausses, conspirationnistes, extrêmes, et les placent au centre de la conversation des Américains sans être le moins du monde sensibles aux reproches que leur fait l'autre partie de l'espace médiatique central (*Washington Post*, CNN, *New York Times*). On n'observe pas la même fracture dans l'espace médiatique en France. Il existe une sorte de solidarité des médias centraux autour des règles de la profession, notamment concernant la vérification des faits, même si les interprétations en sont très différentes. Ils sont constamment en désaccord, mais dans les débats entre *le Figaro* et *Mediapart*, on ne fait pas apparaître l'idée qu'il existe une « réalité alternative » ! En revanche, on observe en France une fracture d'une autre nature, avec un espace public central dominant et, en dessous, une conversation sociale permise par les réseaux sociaux. Celle-ci peut se déconnecter de l'espace central et relayer des informations qui lui sont propres, parfois plus douteuses ou périphériques.

Ethan Zuckerman : Pour moi, le résultat de l'étude est une surprise complète. Je pensais que le schéma médiatique américain avait une valeur universelle, sans doute parce que les technologies structurant l'espace médiatique sont les mêmes. Je m'attendais donc à retrouver la même chose en France qu'aux Etats-Unis. Mais il y a quelque chose de très respectueux dans les relations qu'ont les médias français très influents, ceux dont Dominique dit qu'ils constituent l'hypercentre, le cœur des médias français. D'un côté, cette situation est très saine.

Cela veut dire que les médias de droite et de gauche abordent des sujets communs et en débattent ensemble. Mais d'un autre point de vue, cela peut être très dangereux. Car peut-être que ces médias du cœur ne parlent pas des bons sujets... On a eu une illustration de cette situation avec les gilets jaunes.

A-t-il été fait assez attention aux inquiétudes de la population ?

Est-ce l'illustration d'une opposition entre l'élite et le peuple ?

D.C. : Les gilets jaunes ont mis en scène de façon spectaculaire ce genre d'opposition. L'intérêt d'une comparaison entre la France et les Etats-Unis est de montrer que ce n'est pas le numérique en soi qui produit des effets politiques propres ou fabrique les fake news. L'espace public numérique de chaque pays est façonné différemment par l'histoire politique, la culture, les spécificités des mondes journalistique et politique. En France, on observe une polarité assez étanche entre l'espace médiatique central et les médias périphériques ou de contre-information. Cet effet de clôture permet de préserver les valeurs de la profession, et constitue un fragile bouclier contre le recyclage des fake news. En revanche, il laisse moins de place à la thématisation d'expressions, de causes, de mobilisations qui pourraient venir d'autres endroits. Les gilets jaunes ont trouvé sur Facebook un espace de production d'attentes politiques qui n'ont pas trouvé de relais explicites dans les grands médias. D'où un ressentiment, une critique virulente des journalistes et une stratégie d'autonomisation caractérisée par la multiplication des automédias sur Facebook.

Quelles sont les causes historiques de ce particularisme français ?

D.C. : Cela tient à l'histoire de la professionnalisation journalistique, à l'homogénéisation des trajectoires professionnelles et des systèmes de formation, à la centralité parisienne des rédactions, à un système de surveillance mutuelle et de critique fondée sur les règles de la déontologie journalistique. Evidemment, cette situation présente des avantages. Mais elle a aussi comme conséquence de normer les pratiques, donc de fermer l'espace à certaines revendications. La presse a d'ailleurs elle-même bien conscience de souffrir d'un manque de diversité et de représentativité.

Aux Etats-Unis, Breitbart ne prospère-t-il pas lui-même sur une stratégie anti-élite ?

E.Z. : *Breitbart* a en quelque sorte pris le relais du Parti républicain, faisant évoluer ses idées sur certains sujets. C'est un média conspirationniste qui pousse l'idée d'un pouvoir non élu qu'il faudrait renverser par une rébellion populaire. Ce récit est devenu très puissant aux Etats-Unis et a poussé différentes thématiques, comme l'opposition aux immigrants. Je ne pense pas que ce soit les mêmes processus en France et aux Etats-Unis. Là-bas, *Breitbart* a trouvé un moyen d'influencer les conversations sur les réseaux sociaux. En France, les grands médias ont davantage joué le rôle de garde-frontières, disant que certaines discussions ne méritaient pas d'être tenues. C'est très élitiste, mais également très sain.

En théorisant un espace médiatique central coupé d'autres acteurs, d'autres thématiques politiques, n'oubliez-vous pas les grandes différences idéologiques à l'intérieur de cet espace ? *Libé et le Figaro*, ce n'est pas la même chose...

D.C. : Ce n'est pas parce qu'il y a un espace commun qu'il n'y a pas des idéologies différentes et une diversité.

Mais le propos de cette étude est de rappeler que, derrière les prises de position de tel ou tel média, il y a une structure. Même sur le Web, la hiérarchie des légitimités, les circuits de l'influence obéissent à des règles et à un ensemble de contraintes politiques et professionnelles.

On dit toujours qu'Internet a dérégulé le marché de l'information, comme si des informations naviguant comme des atomes rencontraient des internautes qui flotteraient eux-mêmes sur une mer houleuse. Non, on ne rencontre pas les informations par hasard.

Le clivage entre l'élite médiatique et le reste recouvre-t-il un autre clivage entre info payante et info gratuite ?

E.Z. : Nous savons que les médias gratuits financés par la publicité ont tendance à verser dans le sensationnalisme pour capter l'attention. Et l'on espère que les médias basés sur l'abonnement payant agiront différemment. Seulement, nous sommes tous dans une guerre de l'attention, y compris les médias payants. Cette situation peut renforcer la polarisation.

D.C. : Les modèles économiques jouent un rôle important dans les soubresauts du paysage numérique. On sait maintenant d'expérience que la seule manière de rentabiliser de l'information gratuite se paie d'une dégradation forte de sa qualité. Le retour des modèles par abonnement pour une partie des médias est un moyen de préserver un espace informationnel de qualité. Mais cela fabrique des publics différents, un journalisme à plusieurs vitesses. Une déconnexion entre un public accédant à une information gratuite qui, pour capter l'attention, va puiser dans le doute, le drôle et le cliquable et parfois le fake, et un autre accédant à une information vérifiée et approfondie. Dans ces conditions, l'utilité d'un service public gratuit est d'autant plus forte.

Vous évoquez un risque de « fossilisation » pour les médias du cœur. Le mot est inquiétant...

E.Z. : Je suis content que vous soyez inquiet [*rire*]. C'est l'intention de cette étude... Une partie des opinions et des idées du grand public ne sont pas populaires au sein de l'élite médiatique, et les grands journaux doivent se rendre compte que c'est un manque... La colère des gilets jaunes, c'est aussi la frustration venant de villes petites et moyennes qui étaient peu représentées dans le cercle central. Les gens s'organisent à l'échelle locale, ils disent qu'on ne fait pas attention à leurs préoccupations. L'étude montre que ce constat est juste à certains égards : la plus grande partie des sujets journalistiques touchant aux gilets jaunes traitait de ses conséquences pour Emmanuel Macron, et non des revendications des protestataires. C'est un manque dans le traitement médiatique. Si les gilets jaunes ne voient pas leurs inquiétudes relayées dans les médias, c'est eux qui bientôt ne feront plus attention aux médias d'élite. Cela n'est pas encore arrivé. C'est la menace de fossilisation.

Vous voulez tirer le signal d'alarme avec cette étude ?

D.C. : C'est une alerte. Les interrogations sont présentes depuis longtemps chez les journalistes, et les grands médias français ont publié des enquêtes remarquables sur les aspirations des classes populaires, sur le sentiment de déclassement, la vie chère, la province, la situation des familles monoparentales sans revenu, le logement, les contraintes de déplacement automobile... Mais ces enquêtes exceptionnelles masquent le fait que dans le fonctionnement ordinaire du flux d'information, ces populations et ses problèmes sont invisibilisés.

9 – JOURNALISTES AU CANADA – « L'Association canadienne des journalistes vient de publier un communiqué expliquant que les journalistes ont désormais un devoir de couvrir toute l'actualité en fonction de l'urgence climatique »
<https://www.journaldemontreal.com/2019/06/21/les-journalistes-qui-cherchent-le-trouble>

Vendredi 21 juin 2019
Par Mario Dumont

L'Association canadienne des journalistes (surtout présente en dehors du Québec) vient de publier un communiqué expliquant que les journalistes ont désormais un devoir de couvrir toute l'actualité en fonction de « l'urgence climatique »

S'appuyant sur un consensus scientifique, ils jugent nécessaire de passer un mot d'ordre à leurs membres et d'annoncer au public ce nouvel angle de couverture de l'actualité.

Quelques citations (traduites). L'Association « implore ses journalistes d'adopter un plan d'action pour couvrir, situer dans son contexte, et localiser la plus grosse histoire de notre temps » en plus de tenir redevables « les institutions publiques et privées pour leurs actions et leurs inactions en matière de changements climatiques. » Lourd de portée comme déclaration.

Un plan d'action ? Je croyais que les journalistes rapportaient l'actualité à la population. Les plans d'action appartiennent surtout aux groupes militants. Ce communiqué a de quoi donner à la population l'impression que les journalistes ne se contentent plus de les informer, mais sautent dans la mêlée et prennent part aux débats.

Jeu dangereux

Ne soyons pas naïfs : l'intervention de l'Association canadienne des journalistes survient à trois mois d'une campagne électorale. Par hasard, elle arrive le jour même de la présentation du plan environnemental des conservateurs. Pour plusieurs, cette intervention d'une association de journalistes sera vue comme un prétexte pour attaquer systématiquement le parti d'Andrew Scheer.

Suivant les pistes du communiqué, les journalistes ne seraient pas biaisés anti-conservateurs, ils ne feraient seulement que leur devoir de vigilance en matière de changements climatiques.

Même si un consensus scientifique existe sur des perturbations à notre climat, les scientifiques continuent à s'efforcer d'en comprendre mieux les causes et les effets. Rien n'est parfaitement clair non plus du point de vue des solutions vraiment efficaces.

Il me semble que le rôle des journalistes consiste à faire état des découvertes, avancées et questionnements en la matière. Informer, objectivement.

Les politiciens essayent chacun d'avancer leurs solutions... mais en tentant par tous les moyens de tirer profit de la crise climatique. Prenons Québec solidaire. Dans un livre publié six mois avant les élections, Manon Massé parlait de ses convictions sur une panoplie de sujets. Les changements climatiques y prenaient une place normale : un chapitre sur une vingtaine.

Mais en constatant le succès électoral obtenu, notamment auprès des jeunes, Québec solidaire dit maintenant n'avoir qu'une seule priorité : les changements climatiques. Peut-on le leur reprocher ? Convictions, opportunisme politique, ou un heureux mélange des deux ? Le rôle du journaliste est-il de faire la part des choses ou d'encenser celui qui milite radicalement pour le climat ?

Le danger américain

Alors, vous pensez que la population va se dire quoi ? Que les journalistes sont les gardiens d'une vérité scientifique susceptible de sauver le monde ? Ou que les journalistes ne couvrent pas les événements avec objectivité ? Il n'existe pas de meilleur moyen de paver la voie à une perte de confiance dans le journalisme, comme cela se vit aux États-Unis.

Si l'expression fake news devient célèbre aussi au Canada, ils se demanderont pourquoi.